

Congrès AFSP Toulouse 2007

Atelier 33

« Nouveaux acteurs du régionalisme »

MAURY Caroline (CSPC- LEST UMR 6123)

carolinemaury1@aol.com

| |
|---|
| <p>CONSTRUIRE LE « PAYS CATALAN » : LES DYNAMIQUES D'UN ECHANGE POLITIQUE TERRITORIALISÉ</p> |
|---|

La communication proposée dans le cadre de cet atelier est basée sur l'étude des trajectoires et des parcours d'acteurs impliqués dans la construction d'une identité locale à Perpignan et plus largement dans le département des Pyrénées-Orientales.

Ces acteurs sont pour l'essentiel militants dans des partis « régionalistes » si l'on reprend la qualification opérée par le ministère de l'intérieur, ou « autonomistes » si l'on reprend les termes utilisés par les acteurs pour désigner leur parti. Ceux qui ne militent pas dans des partis politiques sont quant à eux, impliqués dans les activités d'associations de promotion, de défense et de préservation de pratiques sociales, culturelles et linguistiques qualifiées de « catalanes ».

Si l'on s'en tient à cette première description sommaire, une communication sur ce thème dans un atelier consacré aux « nouveaux acteurs du régionalisme » a de quoi surprendre : en quoi en effet ces acteurs sont-ils précisément nouveaux ? Le régionalisme politique et culturel a fait l'objet d'études [Delwit, 2005 ou Turstan-De Winter 1998, voir aussi Alland 1995] et les caractéristiques et trajectoires d'acteurs impliqués dans ce mouvement sont connues.

Ce qui est nouveau dans le cas perpignanais n'est pas en effet le profil sociologique des acteurs impliqués, mais leur participation au pouvoir local, leur association avec un leadership politique local qui a priori n'avait aucune accointance avec la question identitaire.

Nouveauté également, cette volonté clairement exprimée par ces acteurs, non plus seulement de « Vivre au Pays » mais de « Faire Pays » qui correspond à une dimension économique, à des préoccupations en matière de développement territorial au sein du projet régionaliste.

Je présenterai dans un premier temps ces acteurs du régionalisme et leurs nouveaux modes d'implication au sein de politiques publiques construisant une identité locale. Dans un deuxième temps, j'envisagerai comment la construction d'une identité et d'un territoire peuvent être mobilisées pour le développement local.

1. Le réseau catalaniste et la construction sociale et politique d'un territoire pour l'identité catalane

J'ai montré dans mon travail de thèse que l'identitaire dépend à la fois de l'architecture du multiniveaux [Maury, 2006], mais aussi de l'existence d'un « foyer » identitaire, de réseaux valorisant cette thématique et de leur rencontre avec une entreprise politique en quête de leadership sur un territoire dépassant les limites municipales. De cette rencontre vont naître

des politiques publiques qui construisent l'identité catalane en institutionnalisant langue, symboles, traditions et mémoire locales. Avant de relater les circonstances de cette alliance entre un réseau et une entreprise politique, je voudrais sommairement décrire ce réseau.

Le réseau catalaniste¹

Avant de décrire ce réseau je souhaite mentionner rapidement quelques éléments de méthodologie. Pour saisir les contours de ces réseaux tout en restituant le sens, les valeurs, les représentations qui y circulent, pour rendre compte des interactions de ces derniers avec l'équipe municipale et les effets de celles-ci sur l'action publique, j'ai croisé plusieurs méthodes. Tenant à la fois :

- de la sociologie politique en envisageant, notamment à travers l'étude des données électorales, l'observation de la campagne électorale de 2001, des entretiens, l'attraction exercée par l'entreprise politique de J-P. Alduy, maire de Perpignan, sur certains groupes.
- De l'anthropologie et de la sociologie en montrant que c'est parce qu'il existait des réseaux constitués dans la durée (soudés par des éléments tels que les relations familiales, des combats politiques et militants passés, la défense de symboles et de représentations) attachés à la valorisation de l'identité et de la mémoire locales que le candidat à l'élection en 1993 a obtenu le ralliement de ces derniers en travaillant sur ce thème. Dans cette perspective de nombreuses observations directes et parfois participantes ont été nécessaires pour repérer à la fois les réseaux et ce qui y circule (sens, valeurs, symboles...)
- De l'analyse de l'action publique en observant « depuis l'intérieur » au sein de la municipalité (et plus précisément de lieux spécifiques : régie, commissions municipales, comité consultatif) les interactions entre ces réseaux et la municipalité qui fabriquent des dispositifs de politiques publiques.

Seule la combinaison de ces méthodes permettait à mon sens de restituer dans sa complexité la question des réseaux de soutien à J.-P. Alduy et l'incidence de ces derniers sur le recours à la ressource identitaire dans le cas perpignanais.

Afin de simplifier la lecture des positions respectives des acteurs du réseau, et pour mieux comprendre les interactions et interdépendances qui les lient entre eux, j'ai élaboré une typologie des ces derniers à partir de critères utilisés dans la description des réseaux : Interaction², modes d'intégration du réseau pour les acteurs concernés (i.e les caractéristiques de leur engagement), ressources que les acteurs peuvent mobiliser dans l'interaction.³

¹ Précisions sur les conditions locales de l'emploi du terme « catalaniste » : Ce terme est employé par les acteurs militant pour la culture et la langue catalanes pour se définir et définir leur action. A l'instar de ce qui est pratiqué en Catalogne, le terme catalaniste peut s'employer pour désigner une action politique, mais aussi une action culturelle menée personnellement ou dans le cadre associatif. Le même terme sert également à désigner un parti politique comme Unitat Catalana . Aucune connotation péjorative n'est assignée à ce terme par les acteurs qui se définissent ainsi pour affirmer leur appartenance au groupe « catalan ». Je reprends donc cet adjectif pour désigner le groupe restreint et relativement fermé qui construit l'identité catalane.

Entretien avec A., militant associatif, Collioure « catalaniste ? ce que cela signifie pour moi ? Je vais te dire c'est de la fierté, oui pour certains c'est nous rabaisser de nous dire ça...moi je suis fier, je le revendique ça veut dire quelqu'un pour qui être catalan c'est important et qui va défendre la cause catalane, c'est plus qu'être catalan, c'est défendre la cause des catalans, le droit à l'identité. C'est descendre dans la rue, faire des manifestations, gueuler pour que ça bouge...c'est pas forcément au niveau politique c'est aussi des questions personnelles, de motivation personnelle »

² Lieux de cette dernière, là où elle se déroule « physiquement » (association, parti politique, université, fêtes..) et registre sur lequel les acteurs entrent en interaction (manifestation, reconnaissance des pairs...).

Ces critères combinés m'ont permis de repérer 5 catégories d'acteurs différentes.

Ces catégories sont perméables, certains acteurs peuvent appartenir à deux d'entre elles et mobiliser, selon la situation les ressources de l'une ou de l'autre. Je souhaite rappeler le caractère militant du réseau qui s'applique à toutes les catégories que j'ai construit, ainsi, on pourrait ajouter le qualificatif de militant à chaque type. Le tableau ci-dessous résume sommairement les caractéristiques de chaque catégorie

Tableau Typologie du « monde catalaniste » (récapitulatif)

| Types d'acteurs | Modes et lieux d'interaction | Caractéristiques de l'engagement | Ressources mobilisables dans l'interaction |
|--------------------------------|--|---|---|
| Les experts militants | Associations et/ou organisations professionnelles Université Recherche | Engagement militant et/ou dans le cadre de leur profession (ex colloques, publications, UCE.) | Qualification professionnelle Spécialisation sur des questions « catalanes » Appartenance aux réseaux de connaissance scientifique du catalan (barcelonais principalement) Reconnaissance des milieux académiques et associatifs Reconnaissance en Catalogne sud |
| Les militants | Associations Manifestations de défense du catalan (ex Correllengua) Partis politiques Fêtes et fêtes « traditionnelles » | Engagement associatif souvent militant Engagement politique dans un parti « catalaniste » Engagement politique et associatif corrélés Pratique quotidienne du catalan (enfants souvent scolarisés dans les écoles catalanes) | Précocité et intensité de l'engagement associatif Appartenance associative ou partisane Poids électoral supposé Rôle de « gardiens » de la culture catalane quand le politique ne s'y intéressait pas encore Interpellation de l' « opinion publique » via les médias locaux ou des manifestations publiques Rapports avec la Catalogne sud Rapports avec les acteurs politiques locaux |
| Les figures historiques | Reconnaissance des pairs et du « monde catalaniste » Modes d'action liés à leur histoire personnelle (littérature, chanson.. ;) « monuments » du mouvement catalan courtisés par le pouvoir politique local | Engagement personnel Précoce (60's) notamment en créant des associations GREC par exemple. Si action militante celle-ci est surtout passée Sont aujourd'hui l'objet de revendication, d'appropriation par le mouvement catalan | Précocité engagement, figure de précurseurs Témoins de l'histoire du mouvement catalan et de son évolution Histoire personnelle Qualité de « monument » Rôles d' « ambassadeurs » de la culture catalane Amitiés, liens, reconnaissance du « sud » Pratique du catalan sous forme d'art : écriture, chanson... |

3 Elles peuvent être issues de leur parcours personnel, de leur profession ou de leur pratique et de leur connaissance fine du réseau

| | | | |
|--|---|---|--|
| Les passeurs | Cumulent tous les modes et lieux précédents sauf ceux des spécialistes (exception faite de R. Sala) | Engagement associatif, politique, militant. S'investissent dans l'action publique en faveur du catalan lorsqu'ils participent à une coalition politique Tentent de relier les différentes « chapelles » ⁴ du monde catalan | Engagement associatif, politique et militant Appartenance familiale (cf J. Roure ou V. Barre) Connaissance fine du milieu catalaniste Appartenance à une équipe municipale Action publique en faveur de la culture catalane qu'ils ont mis en place Professionnalisation dans l'action publique catalane (cf. la figure de J. Pol) Cooptation d'autres membres du réseau Poids électoral revendiqué Traduction pour le politique non initié des « codes » culturels catalans |
| Les fonctionnaires « catalans » | Métier et appartenance associative et/ou parti politique | Recrutés en raison de leur attachement à la culture catalane et pour leur appartenance associative et/ou partisane Engagés au quotidien dans leurs actions professionnelles (ex Cedacc) | Position de fonctionnaires : possibilité de favoriser ou non un projet Légitimité de militant catalan Liens entre associations et mairies « Professionnels » de l'action publique catalane Connaissance du milieu catalan utile au développement de l'action publique |

⁴ Ce terme a été employé par J. Roure « *capelletes* » en catalan qui signifie petites chapelles.

Après avoir envisagé les profils sociologiques des différents acteurs du réseau catalaniste, je souhaite envisager les modalités de leur participation (pour les passeurs et les fonctionnaires catalans), de leur association (pour les autres catégories d'acteurs) à l'action publique municipale. C'est, comme que je l'ai souligné en introduction, une façon assez nouvelle pour ces acteurs non seulement de construire une identité locale, mais également de travailler les contours de son territoire de projection.

Construction de l'identité catalane et militantisme institutionnalisé

A partir de 1993, le parti Unitat Catalana fait alliance avec J-P. Alduy, candidat à la municipalité de Perpignan. Celui-ci doit résoudre la difficile équation de se présenter pour succéder à son père tout en incarnant une rupture avec le système paternel en place depuis 39 ans. S'allier avec des acteurs « régionalistes » était une stratégie payante en termes électoraux pour J-P. Alduy, pour Unitat Catalana cela signifiait les moyens de « peser » sur l'action publique ayant trait à deux thématiques centrales pour ce parti et plus largement pour le réseau : la récupération de l'identité locale et la coopération avec le voisin frontalier.

Les élus Unitat Catalana (les passeurs cf. tableau) ont ainsi œuvré depuis 1993 non seulement à mettre en œuvre des actions publiques en la matière, mais également à construire des espaces, au sein de l'organigramme municipal, pour « faire entrer », associer certains membres du réseau catalaniste dans les décisions municipales. Ainsi, pour les acteurs du réseau, s'ouvrent, grâce à l'intervention des élus d'Unitat Catalana, des espaces pour le militantisme institutionnel⁵. Se saisissant de cette opportunité, ces acteurs ont progressivement augmenté leur participation à la définition de l'action publique et notamment en dessinant les contours d'un territoire de projection pour l'identité catalane.

En mobilisant la notion « d'échange politique territorialisé », je propose de regarder localement, « par les acteurs » [Négrier, 1998, p. 22] comment se construit ce territoire.

Les territoires de l'action publique locale sont ainsi, selon E. Négrier, déterminés en partie par les contraintes institutionnelles auxquelles les acteurs doivent se plier mais il existe également, dans la dynamique de l'échange interacteurs, des redéfinitions de territoires pour l'action publique locale. Entre les contraintes institutionnelles et les « volontés » des acteurs locaux : il semble que c'est dans cet espace qu'il faille rechercher le principe de définition de territoires adaptés à chaque forme d'action publique locale.

Ce modèle a encore deux dimensions importantes :

- il permet d'intégrer des acteurs territoriaux non définis a priori comme politiques et qui n'en participent pas moins à l'échange. Sur le terrain catalan, les associations catalanistes constituent un exemple de cette catégorie d'acteurs.

- En resituant les territoires de l'action publique par rapport aux interactions qui les ont vus naître, le modèle de l'échange politique territorialisé permet de souligner que les politiques publiques, qu'elles soient locales, nationales ou européennes, ne naissent pas sur des territoires neutres : l'histoire, la culture, l'identité locales ont ainsi des incidences sur l'échange interacteurs et sur la manière dont sont construits les territoires et les problèmes publics. [cf. par exemple W. Genyiès, 1997]

Ces acteurs du régionalisme, en interaction avec les acteurs politiques locaux, participent ainsi à la construction d'un territoire local ad hoc à leur conception de l'identité locale. Si ce territoire est le fruit de la mobilisation des acteurs du réseau catalaniste et de leurs interactions avec notamment une entreprise politique en quête de légitimité, ce territoire peut aussi être une ressource pour les acteurs qui participent à sa définition. Dans le cas perpignanais ceci a

⁵ Cf. Militantismes institutionnels, *Revue Politix*, N°70, Juin 2005.

une importance considérable car le territoire ainsi construit est un territoire transfrontalier explicitement dédié à l'intensification des échanges avec le voisin « catalan du sud ».

2. « Faire pays » en contexte transfrontalier : Quand l'identitaire rencontre le développement territorial.

L'alliance entre J-P Alduy et le parti Unitat catalana s'est concrétisée après que celui-ci (pas encore candidat) ait évoqué lors d'une de ses interventions publiques « l'espérance en Barcelone » pour le territoire des Pyrénées Orientales. Les membres dirigeants d'Unitat Catalana ont indiqué que de cette phrase datait le rapprochement. Vraie ou pas, cette anecdote est assez révélatrice des positions des membres du réseau catalaniste. Ces derniers loin de se cantonner aux revendications identitaires et culturelles résumées par la thématique du « Vivre au pays » des années post 68, s'intéressent aujourd'hui au développement de ce « Pays », qu'il soit économique, politique, culturel...

Les paroles de militants sont assez claires à ce sujet : « Vivre au Pays c'est bien mais bon il faut bouffer aussi au Pays...alors il faut aussi se préoccuper du Pays et de son développement...c'est dans ce sens que nos liens avec Barcelone aujourd'hui ils doivent dépasser les thèmes juste culturels et aller vers des partenariats de territoire à territoire pour se développer conjointement quoi »⁶

Ce « faire pays » n'est donc pas anodin. D'une part parce qu'il correspond aux aspirations du puissant voisin frontalier qui entend affirmer son autonomie par rapport à l'Etat espagnol, notamment en accroissant son aire d'influence sur les territoires où la langue catalane est parlée. La Generalitat de Catalunya a ainsi toujours fortement soutenu (et notamment financièrement) les activités des associations du réseau catalaniste. D'autre part, cette volonté de faire pays ainsi que les liens tissés par le réseau catalaniste avec les « catalans du sud » ont rencontré une volonté politique : celle du maire de Perpignan, qui souhaitait à la fois trouver des solutions pour un territoire « en panne de développement » et asseoir son leadership politique sur un territoire dépassant le cadre communal. Le développement de relations transfrontalières économiques, politiques, culturelles sur le mode identitaire faisait ainsi partie du programme électoral de cet entrepreneur politique.

La coopération transfrontalière vue de Barcelone : Entre choix politique et pragmatisme économique

Pour l'exécutif de la Generalitat (CiU lors de la réalisation de l'enquête) la justification de la coopération transfrontalière et en particulier l'ouverture d'une maison de la Generalitat à Perpignan oscille entre deux idées principales :

- les liens historiques, culturels et identitaires justifient cette coopération et le désir de renforcer la proximité
- Economiquement, dans le cadre de la construction européenne le développement économique de la Catalogne passe par l'accroissement de sa zone d'influence

La situation stratégique de Perpignan devrait par exemple permettre aux services économiques présents au sein de la maison de la Generalitat de développer des actions

⁶ Entretien avec M. , militant associatif, Perpignan, 2003.

intéressantes : Perpignan est ainsi présentée comme une ville sous influence barcelonaise mais sur un territoire qui ouvre vers l'Europe.⁷

Encadré1. : L'identitaire pour justifier des relations économiques : extrait d'entretien

Entretien avec J. Camps, Département de la présidence de la Generalitat de Catalunya, Directeur général d'évaluation et d'Etudes, chargé des relations avec la Catalogne-Nord, 29 Mars 2001, Barcelone.

« Déjà, il y avait la Délégation de Perpignan à Barcelone, la Casa de Catalunya, c'est comme un échange de cartes de visite...sauf que la Casa de la Generalitat sera plus grande que la Délégation, plus importante...nous avons acheté un édifice et les services seront plus complets (...)

Il y a des liens historiques, pas seulement que la Generalitat a été présente à Perpignan. Mais la Catalogne est née dans la partie du nord qui est aujourd'hui en France et ensuite s'est diffusée au sud...Des liens, malgré les nombreuses années qui ont passé depuis le Traité des Pyrénées, il persiste des relations de type particulier : familial et familial. Cet équipement fait suite à ces liens historiques. La Casa a Perpinyà n'aura rien à voir avec la Casa de Paris. C'est aussi profiter des opportunités offertes par l'Europe, l'Europe nous unit aujourd'hui. La Catalogne, ce n'est plus en France, en Espagne, c'est en Europe. Perpignan est aussi le siège de l'Eurorégion, Perpignan a beaucoup de possibilités de développement tant par la cité que par l'Eurorégion. Nous avons donc voulu avoir notre propre espace et profiter de ces opportunités.

Le concept de la Casa c'est l'économie, la culture et la promotion du développement économique. Le but est d'installer les mécanismes nécessaires pour faciliter les processus de gestion, générer des échanges. Le potentiel de développement de l'aire Barcelone- Gérone, qui est un pôle de développement énorme peut s'étendre au nord et inclure Perpignan. C'est une vision très européenne, le développement économique ne connaît pas d'espaces fermés. »⁸

⁷ Source : Département de la présidence de la Generalitat de Catalunya, Directeur général d'évaluation et d'Etudes, chargé des relations avec la Catalogne-Nord, 29 Mars 2001, Barcelone.

⁸ Entretien avec J. Camps, déjà cité.

La dialectique entre ces deux pôles de légitimation de l'outil de coopération transfrontalière ainsi inauguré est systématique dans les discours observés et les entretiens réalisés. Elle nous semble particulièrement révélatrice de l'attitude du gouvernement de la Generalitat à l'égard de Perpignan.

L'entretien réalisé avec J. Camps responsable du fonctionnement et du développement de la Casa de la Generalitat auprès du Département de Présidence de la Generalitat est un bel exemple du panachage entre l'identitaire, l'économie et la construction européenne pour expliquer les liens avec la « catalogne nord » (cf. ci-dessus).

Il permet aussi d'apprécier les résultats des stratégies municipales perpignanaises en matière de coopération transfrontalière avec la Generalitat et notamment l'accent mis sur l'identitaire ou l'ouverture d'une Délégation permanente⁹. En effet, celle-ci est présentée comme un premier pas par C. Delmau qui a initié cet « échange de cartes de visite ». Mais ce qui est assez patent dans cet extrait c'est que la municipalité a « joué » la bonne « carte » en axant ses relations avec la Generalitat sur le mode identitaire. Perpignan bénéficiant d'une ressource déterminante : son passé et son identité commune avec un voisin en recherche de ces éléments identitaires, la municipalité a semble-t-il utilisé un argument dont aucune autre cité française ne peut se prévaloir auprès de la Generalitat : celui de la catalanité. En entreprenant des politiques en faveur de l'identité catalane, en s'associant avec un parti catalaniste, en restaurant la mémoire catalane, l'équipe de J-P Alduy s'est ouvert le chemin de Barcelone. Initié par l'argument identitaire, l'échange transfrontalier n'est pas pour autant détaché de toute considération économique ou de développement territorial, comme en témoigne l'extrait d'entretien ci-dessus

Néanmoins, lors de toute manifestation publique, c'est d'abord la proximité historique et identitaire qui est mise en avant par les partenaires.

La coopération transfrontalière vue de Perpignan : L'identitaire pour retrouver le chemin du développement économique

Encadré 2. L'identitaire et l'économie : paroles d'acteurs

Hélène : « Non, non le catalan c'est de l'économique, mais si il faut dire que c'est de l'identitaire, on le fera. »¹⁰

Discours de **J-P. Alduy**, inauguration de la Casa de la Generalitat : « Construire un espace transfrontalier catalan est notre meilleur atout pour retrouver le chemin du développement économique »

J. Roure : « [il fallait se rendre compte que] le catalan c'était la langue de l'économie, qu'il y avait un bassin d'emploi de l'autre côté de la frontière que c'était ça l'avenir de Perpignan »¹¹

⁹ La ville de Perpignan a ouvert une délégation permanente à Barcelone.

¹⁰ Extrait d'une conversation avec le responsable de CUF (Cités Unies France), observation directe, Perpignan.

¹¹ Entretien avec J. Roure, 2000, déjà cité.

Luc « Moi je pense que c'est parce qu'on a pas d'économie, quand on a pas l'économie, l'esprit d'entreprise et qu'on a pas fait sa démarche d'expérience à travers l'esprit d'entreprise et bien il manque un nerf là dedans, il manque un nerf. Parce que quand on a à côté l'exemple de la Catalogne qui elle a une économie et une politique... Elle s'est imposée comme ça, c'est ce que fait l'Ecosse aujourd'hui avec son parlement... »¹²

P. M. : « La catalanité sert de faire-valoir à des hommes, à des institutions locales pour avoir une carte de visite et un passeport pour nouer des relations avec le sud »¹³

Les propos de P. M, aussi peu nuancés qu'ils soient sur la relation de cause à effet entre développement de politiques publiques ayant trait à l'identité catalane et développement des relations économiques avec la Catalogne, rejoignent mes observations empiriques qui permettent de montrer que la mise en place de politiques à vocation identitaire a été un des vecteurs majeurs de la mise en place d'une politique de coopération transfrontalière avec la Catalogne.

Le fait que ces politiques identitaires aient été mises en place avec pour finalité politique unique le développement des relations avec la Catalogne me semble réducteur. Il est certain, et nombreux acteurs l'ont évoqué, que le rayonnement de la Catalogne, dont la démonstration la plus frappante pour les acteurs locaux a été les JO de 1992, sa réussite économique à un moment où les P-O se trouvaient dans une situation économique difficile, a constitué un pôle d'attraction pour les élus locaux qui ont cherché à développer des actions envers ce puissant voisin. De là à affirmer que les politiques identitaires répondent à ce seul enjeu, il y a un pas que je ne franchirais pas. Néanmoins, le développement de politiques de coopération transfrontalière est largement redevable aux actions en matière de proclamation et d'institutionnalisation de l'identité, de la culture, de l'histoire de la « Catalogne nord ».

La mise en avant, à travers les politiques identitaires, de tout ce qui lie Perpignan et la « Catalogne nord » à la « Catalogne sud » et plus largement aux « Pays Catalans » : histoire commune, traditions, culture, langue, pratiques sociales... redessine les contours d'un « territoire imaginé » [Genyiès et Garcia, 2004]: Catalunya, sans frontières étatiques.

On peut ici se demander en quoi ce processus représente un facteur favorisant les relations économiques et transfrontalières. En fait, la proclamation de l'identité catalane par l'action publique, a pour effet de produire des symboles et des représentations sociales d'un territoire. Le partage de ces représentations de part et d'autre de la frontière est un facteur favorisant le développement des échanges économiques à l'intérieur de ce territoire « catalan ». C'est bien ce que souligne B. Pecqueur lorsqu'il évoque les effets des dynamiques territoriales sur l'économie, ou l'incidence des processus cognitifs de construction des territoires sur l'activité économique [Pecqueur, 1996]. Pour démontrer ceci, l'auteur indique que le territoire représente un espace d'intelligibilité pour les acteurs, un réservoir de connaissances et de représentations communes. En bref, il amène les acteurs à partager un sentiment d'appartenance avec d'autres acteurs, ce qui a selon B. Pecqueur, pour effet de réduire les marges d'incertitudes en matière économique en permettant aux acteurs de se situer par rapport à des références communes et à mieux anticiper leurs comportements mutuels.¹⁴

Des actions comme la valorisation de la langue catalane, les efforts pour rendre son apprentissage accessible à tout perpignanais, les mentions répétées de l'histoire commune de cette ville avec la cité catalane de Barcelone, ont ainsi eu un poids dans le développement de relations transfrontalières.

¹² Entretien avec Luc, 2000, Perpignan.

¹³ Entretien avec P. M, acteur du réseau catalaniste, 2004.

¹⁴ B. Pecqueur, *op. cit.*, p. 205-210.

Sans l'investissement municipal dans des symboles et des représentations ayant trait à l'identité catalane et partagée avec la « catalogne sud », comment expliquer cette alliance du David perpignanais avec le Goliath catalan que représente la Generalitat de Catalunya. Parce que la Generalitat a construit son autonomie politique à partir de la revendication de son identité catalane [Garcia, 1998], parce que les politiques identitaires perpignanaises, bien relayées au sud notamment par des réseaux d'interconnaissance propres aux élus Unitat Catalana, mais aussi par une communication élaborée à partir de 1993 (date de création de la Délégation de Perpignan à Barcelone) ont su faire vibrer la corde (politique) sensible des membres CiU du gouvernement de la Generalitat, la voie vers Barcelone s'est trouvée ouverte aux actions municipales perpignanaises.

Ici, l'identitaire a constitué un préalable, a ouvert la voie vers les échanges économiques avec Barcelone. Sans les politiques identitaires, les échanges se seraient sans doute noués de toute façon, mais l'identitaire a facilité ces derniers, notamment parce que le personnel politique de la Generalitat a choisi de soutenir Perpignan et de s'impliquer pour faire la promotion de ce territoire auprès des chefs d'entreprise potentiellement intéressés pour installer des succursales en territoire français (mais catalan).¹⁵

A travers cette communication, j'ai donc souhaité montrer ce qui, sur le terrain que j'observe, est un phénomène assez récent : la participation d'acteurs « du régionalisme » (pour reprendre le titre de cet atelier) à l'élaboration d'une action publique qui travaille non seulement une identité locale, mais aussi son territoire de projection, lequel pour le cas perpignanais est un territoire transfrontalier.

Ces acteurs sont donc passés du mode de la contestation des pouvoirs publics, de la critique de leur non engagement en faveur de la langue et de la culture catalane à une position de participation [Barthélémy, 2000] à la définition de l'action des institutions locales en matière identitaire.

Cela transforme à la fois les modalités d'élaboration de l'action publique mais aussi les répertoires de l'engagement militant des membres du réseau catalaniste (ce qui n'est pas d'ailleurs sans occasionner des tensions entre tenants de l'autonomie et tenants de la participation).

La participation à l'action publique des acteurs catalanistes me semble bien illustrer les caractéristiques de ces nouveaux acteurs du régionalisme, à mon sens caractérisés par la variété des registres d'action qu'ils mettent en œuvre pour « faire avancer la cause »¹⁶. Ceux-ci ne se cantonnent plus à une sphère associative, culturelle et politique somme toute assez confidentielle¹⁷, mais participent au processus d'échange politique territorialisé, sur un territoire qu'ils contribuent à façonner aux côtés d'acteurs économiques, politiques, institutionnels. L'identité locale en ce sens, le « régionalisme », peut alors s'envisager comme une façon, pour les acteurs de cet échange politique territorialisé, « d'appriivoiser » les contraintes que font peser, sur les territoires locaux, les schémas multiniveaux dans lesquels ils s'insèrent.

¹⁵ On peut par exemple citer le cas des piscines Astral, dont le PDG est un ami personnel de J. Pujol. Celui-ci a ouvert une entreprise à Perpignan et J. Pujol est venu inaugurer cette dernière, en donnant à ce geste du président de la Generalitat une importance symbolique particulière, soulignant les liens avec cette terre catalane.

¹⁶ Je reprends ici des termes prononcés par ces acteurs eux-mêmes

¹⁷ JE renvoie aux scores électoraux de ces partis aux dernières législatives, sur Perpignan, 1, 5% pour la candidate Unitat Catalana et 0,69% pour un autre parti catalaniste (CPC)

Bibliographie :

A. J ALLAND (1995.), *Le Larzac et après ? L'étude d'un mouvement social novateur*, traduction S. Alland, Paris, L'Harmattan.

M. BARTHELEMY (2000), *Associations, un nouvel âge de la participation ?*, Paris, Presses de science Pô

P. DELWIT (dir.) (2005), *Les partis régionalistes en Europe. Des acteurs en développement ?*, Bruxelles, eds de l'université de Bruxelles.

M-C. GARCIA (1998), *L'identité catalane. Analyse du processus de production de l'identité nationale en Catalogne*, Paris, L'Harmattan.

W. GENIEYS et M-C. GARCIA (2005), *L'invention du Pays Cathare. Essai sur la constitution d'un territoire imaginé*, paris, L'Harmattan.

W. GENIEYS (1997) « Le territoire imaginaire du Pays Cathare. Nouvelles dynamiques du développement local en milieu rural » in *Pôle Sud*, N°7, Novembre 1997

C. MAURY (2006), *L'identitaire comme ressource politique transfrontalière. Entre architecture multiniveaux éclatée et fenêtre d'opportunité « Perpinyà la Catalana »*, thèse pour le doctorat, IEP d'Aix en Provence.

E. NEGRIER (1998), IN JOUVE (Bernard) et NEGRIER (Emmanuel) (dir.), *Que gouvernent les régions d'Europe. Echanges politiques et mobilisations régionales*, Paris, L'Harmattan, 1998.

B. PECQUEUR (1996), *Dynamiques territoriales et mutations économiques*, Paris, L'Harmattan.

H. TÜRSTAN et L. DE WINTER (1998), *Regionalist parties in Western Europe*, Londres, Routledge.